

Article 31 du Règlement

une cérémonie de mise sur cale en vue de la construction d'une réplique de l'embarcation utilisée par le capitaine Vancouver dans son expédition hydrographique au large de la côte nord-ouest du Pacifique, il y a 200 ans. Il s'agit de la même embarcation dont s'est servi le capitaine Bligh pour aller à Java, après la mutinerie du *Bounty*.

Cette embarcation sera principalement construite par des ouvriers bénévoles, dans les prochains mois, à l'aide d'outils à main. Une fois terminée, elle sera utilisée par des jeunes gens qui organiseront une croisière dans les régions de la côte nord-ouest du Pacifique explorées par le capitaine Vancouver. Le périple durera 22 semaines. L'embarcation sera ensuite utilisée par des groupes locaux, tels que les Sea Scouts, à des fins de formation et pour d'autres voyages.

Nous devons féliciter la Delta Maritime Heritage Society pour son projet des plus ambitieux et des plus excitants, et lui accorder notre appui. Les habitants de Delta peuvent être fiers, à juste titre, de participer à la reconstitution d'un événement historique important qui coïncide avec le 125^e anniversaire du Canada.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): Monsieur le Président, aujourd'hui arrive à Ottawa une délégation de plus de 100 agriculteurs des Prairies. Ils sont ici pour parler aux députés de la gravité de la crise que traverse l'agriculture.

En 1990, 44 000 familles agricoles ont fait faillite ou sont devenues insolubles. Cette même année, la dette totale du secteur agricole était de 22 milliards de dollars. Dans ma province de la Saskatchewan, deux familles sont contraintes, quotidiennement, de quitter leur exploitation. Cette année, le revenu total net des agriculteurs de la Saskatchewan baissera de 52,9 p. 100.

Les agriculteurs sont ici cette semaine pour essayer d'attirer l'attention sur cette crise. Comme si la situation n'était pas suffisamment mauvaise, le premier ministre les insulte en refusant de les recevoir et le ministre de l'Agriculture n'est pas disponible. Il est intéressant de remarquer qu'ils étaient tous les deux disponibles lorsque Grant Devine cherchait de l'aide au moment des élections.

Il est temps que le gouvernement cesse de faire de la politique avec la vie des familles agricoles et qu'il fasse quelque chose au sujet de cette crise grandissante.

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Mme Lise Bourgault (Argenteuil—Papineau): Monsieur le Président, depuis la crise d'Oka à l'été 1990, on apprend beaucoup de choses. On apprend que les vrais motifs qui ont soutenu la levée des barricades à Oka et sur le pont Mercier, n'étaient en réalité que pour permettre à la société des *warriors* de s'imposer. En effet, monsieur le Président, différents éléments nous le prouvent car, depuis ces événements, on apprend que la Sûreté du Québec ne peut procéder à l'arrestation de Mohawks coupables d'infractions criminelles et dont plus de 400 mandats ont été émis par la justice, parce que les bandes protègent leurs marginaux à l'interne.

On apprend de la GRC que la contrebande de cigarettes opérée par des Mohawks fait perdre plus de 350 millions de dollars en taxes à l'État et que des membres de la GRC se sont fait agresser par des Mohawks en fin de semaine simplement parce qu'ils faisaient leur travail.

On apprend que l'Hydro-Québec, entre autres, ne peut pas débrancher des Mohawks comme elle le fait pour des Blancs qui ne payent pas leurs comptes d'Hydro, par peur d'attaques et de représailles. Et aujourd'hui on apprend du Service canadien de sécurité que la société des *warriors* mohawks entretient des contacts avec des extrémistes et étend son influence au Québec et à l'Ontario.

Monsieur le Président, il est temps que les gouvernements se tiennent debout et fassent le ménage dans ces sociétés mohawks autarciques. Il ne peut pas y avoir «deux poids deux mesures» au Canada: la sécurité et l'intégrité de notre système de justice doivent prévaloir.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE DU CAP-BRETON

M. Russell MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, hier à Sydney, en Nouvelle-Écosse, plus de 3500 personnes ont défilé dans les rues pour exprimer leur inquiétude devant le manque de possibilités d'emploi dans l'île du Cap-Breton.

En 1984, le gouvernement promettait des emplois, des emplois et des emplois. En 1988, il présentait le traité de libre-échange comme la planche de salut de la région atlantique. Au lieu de cela, le Cap-Breton a connu des licenciements massifs, une montée du chômage, la colère et le désespoir devant les initiatives gouvernementales.